

Mairie de Paris : pillages et gaspillages

Posté le : 10 novembre 2011 18:21 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Attitudes, Crise financière, Economie et politique, Fiscalité

Nous avons déjà sur ce blog critiqué les "folies Delanoë" (voir <http://cee.e-toile.fr/index.cfm/2008/10/24/Comment-nos-impts-augmentent-massivement--lexemple-de-Paris>) en notant que les effectifs étaient passés de "40 à 43.000" sans aucune nécessité" (aujourd'hui, trois ans à peine après, nous en sommes à 50.000 !), que l'augmentation des dépenses avaient été catastrophiques, que la hausse des prélèvements en pleine crise était irresponsable. Nous y voyions l'exemple le plus caricatural des débordements budgétaires d'une collectivité locale importante.

Le livre de Dominique Foing, "Comptes et légendes de Paris", "Bilan de la gestion Delanoë", chez Denoël, dont nous conseillons à tous la lecture urgente, va bien au-delà de ces constats faits à la volée. On découvre une gestion cataclysmique et une communication efficace mais basée entièrement sur le mensonge et l'esbroufe.

Le caractère terrible du livre de Foing est qu'il n'est en aucun cas polémique : on prend les promesses affichées, les justifications avancées, les annonces faites. On les compare avec la réalité. On tombe de haut. De très haut ! Il ne s'agit plus d'un simple écart entre objectifs et réalité. Piloter une ville est difficile. Il est normal qu'entre le programme annoncé et les réalisations sur le terrain il y ait quelques divergences. Elles sont telles qu'on peut parler ici de moquerie pour ne pas dire d'escroquerie vis à vis des Parisiens.

Nous n'extrairons que quelques exemples, renvoyant les lecteurs à l'ouvrage lui-même qui fourmille de détails plus accablants les uns que les autres.

"Depuis qu'il est élu, Bertrand Delanoë fait exploser les dépenses municipales". Les chiffres sont donnés avec précision : 44,45% de hausse ! Pendant ce temps-là le PIB national a stagné. A ceux qui se demandent comment des pays comme la Grèce ont pu tomber dans le piège de la dette impossible à rembourser, il suffit de regarder le comportement d'un politicien comme ce Monsieur Delanoë. On dépense ; on dépense; on ne cesse de dépenser.

On a vu que les effectifs de la ville déjà considérés comme pléthoriques se sont accrus massivement. Alors que le nombre d'habitants n'a pas varié sensiblement.

A la tête de la municipalité un véritable "spoil-system" a été mis en place. Tous les cadres dirigeants ont été changés. "Tous les directeurs centraux sont remplacés. 22 sur 23 des directeurs de société d'économie mixte le sont également". Les nouveaux venus se sont vus attribuer des rémunérations inespérées. Elles sont si grasses que malgré son affichage de transparence le Maire refuse de donner tous les éléments qui permettraient de savoir qui a été "servi" sans vergogne au plus haut de la pyramide de la mairie.

Sans surprise "le produit fiscal collecté sur les contribuables parisiens est passé de 1.7 milliards d'Euros au budget 2001 à 2.5 milliards au budget 2008 soit 47% d'augmentation". Et cela n'a pas arrêté depuis puisqu'on va dépasser les 3,1 milliards pour 2011. Pourquoi se gêner ?

Il suffit d'affirmer qu'on n'a pas augmenté les impôts et qu'ils restent les plus bas de France pour que le forfait soit accompli sans conséquences électorales.

En vérité la hausse des impôts sur les ménages parisiens a été de 70% entre 2001 et 2011 ! Que le ménage qui a vu son revenu augmenter dans la même proportion lève le doigt il n'a rien perdu à venir à Paris. A part les copains de M. Delanoë grassement augmentés, on peut craindre qu'on n'en trouve aucun. Delanoë a fait

plus perdre de pouvoir d'achat aux Parisiens que la crise !

Si on s'en tient aux seules dépenses de fonctionnement elles ont cru de 2 milliards d'euros en 10 ans ! Il s'agit bien de folie furieuse dans la dépense irresponsable.

La dette, faible à l'arrivée du nouveau maire, s'est accrue également d'un milliard d'euros. Une fois encore pourquoi se gêner ?

Faire valser les milliards pris dans la poche des administrés n'est-ce pas la preuve du plus grand dynamisme ? "Et je ne m'excuse pas" dit Bertrand Delanoë.

Si on ajoute l'absentéisme, trois fois supérieur à celui des personnels des entreprises privées parisiennes, aux jours non travaillés pour mille et une raisons, "un employé de la mairie travaille en moyenne un jour sur deux !"

Arrêtons-nous là : nous avons l'exemple même d'une gabegie totalement débridée. Rappelons qu'elle s'est développée en plein marasme général et dans la stagnation et la crise économique.

Tout cela pour quoi ?

Le lecteur trouvera tout le détail sur les improvisations, les erreurs, les légèretés coupables qui émaillent le parcours de B. Delanoë.

Investissements culturels aberrants et déficitaires.

Opération de rénovation des halles tournant au délire et à la spoliation des Parisiens.

Politique de "mixité sociale" fleurant bon le ridicule. Le dernier exemple qui ne figure pas dans le livre est de transformer à prix d'or l'immeuble de la marine situé en plein cœur de Montparnasse en refuge pour ex taulards et SDF de tout poil.

A coûts de centaines de millions d'euros on fabrique des appartements labellisés "sociaux" en maintenant dans les lieux les anciens locataires qui profitent du coup d'un loyer modéré !

Le blocage de la circulation à Paris continue bon train avec l'élimination des voies sur berge, un projet tragiquement malthusien.

Et voici notre Maire saisi de la maladie de la pierre à la George Frèche de si belle mémoire ! A nous les nouvelles tours, les projets extravagants.

Pendant ce temps-là le promeneur habituel dans Paris n'aura pas beaucoup de mal à confirmer que Paris est devenu une des villes européennes les plus sales.

Le citoyen s'inquiétera de constater que tous les indicateurs qui pouvaient donner une idée des résultats tangibles des politiques menées ont été peu à peu supprimés. L'auteur en donne la longue liste. Le "baromètre propreté est abandonné dès 2008". Le "bilan des déplacements" est arrêté la même année. Etc. Etc. Etc.

Il ne reste que les "éléments de langage" qui sont en général autant de trompe-couillons qui ne résistent pas aux plus petites vérifications.

La nuée de parasites qui s'agitent autour de la mairie centrale et des mairies d'arrondissement n'a jamais été aussi vibrionnante. Jamais le clientélisme n'a été poussé aussi loin. L'information sur les subventions est carrément inexploitable. L'argent part on ne sait où. Mais il n'est pas perdu pour tout le monde.

Le plus accablant est que cette gestion proprement ahurissante n'est pratiquement pas dénoncée par l'opposition, qui dans le genre "taiseux" est plus que remarquable. Les media font silence. Il est plus que significatif de voir que le livre de Dominique Foing est pratiquement passé sous silence dans la presse et les médias, voire même les librairies. L'information en France est tenue par dix personnes. Elles soutiennent Delanoë comme précédemment DSK et elles le feront jusqu'à ce que décidément ce ne soit plus possible.

Le bon peuple est tenu d'accepter cette gabegie insensée. On viendra nous expliquer que faire des réformes est inutile et des économies impossible : voudriez- vous supprimer policiers et infirmières ! Il n'y a pas de policiers ni d'infirmières dans le budget massivement augmenté de la Mairie de Paris.

Avoir commis ce pillage et ces gaspillages ou les avoir laissés faire sont le signe d'une forme d'effondrement moral et politique français.

Que faire ?

Il faut passer une camisole de force aux petits potentats médiocres qui comme ce Monsieur Delanoë ont appauvri leurs administrés et endetté leur collectivité locale dans des proportions aussi indécentes.

La décentralisation ne peut pas servir à quelques satrapes sans honte ni scrupules de dépenser autant, de gérer aussi mal des effectifs pléthoriques constamment gonflés, de servir des rémunérations si élevées à tant de petits marquis incompetents, de piloter si mal tant de projets mal inspirés, et d'endetter in fine la France entière.

Au moment où la France titube sur le bord du précipice de la dépense publique et de la dette, le comportement du maire actuel de Paris doit servir de repoussoir.

Ce genre de dérive n'est plus admissible. Il faut légiférer pour empêcher que cela ne se reproduise, avec de lourdes sanctions pénales pour ceux qui seraient tentés de passer outre, dont l'inéligibilité à vie.

L'exemple de Paris est loin d'être le seul. Un rapport récent du Ministère du Budget rappelle que les collectivités locales auraient créé 262.000 postes entre 2002 et 2009. En vérité depuis 1981 on a dépassé allègrement le million de fonctionnaires locaux supplémentaires. La loi de Parkinson joue à plein, crise ou pas crise. On a substitué sans vergogne des emplois de fonctionnaires aux emplois industriels.

Le plus dramatique est la manière dont la presse rend compte de ces débordements tragiques qui font de la France le pays où il y a le plus de fonctionnaires ou assimilés par rapport à la population active et le moins de salariés dans les activités productives.

Nous n'en donnerons qu'un exemple pris cette fois-ci dans la presse régionale, en l'occurrence Ouest France (du vendredi 4 novembre 2011). Le journal est, comme chacun sait, de tendance socialiste et chrétienne-démocrate. Donc il faut défendre la dépense publique et s'agissant de la presse locale, très proche du socialisme municipal, la dépense des collectivités locales. On cite donc un Jacques Pallissard, président de l'association des maires de France, UMP, ainsi qu'un Laignel, vice-président, PS, qui expliquent que les collectivités locales sont « exemplaires ». L'argument clef : « 262.000 postes en 7 ans ça fait 37.500 par an, un par collectivité, toutes tailles et toutes catégories confondues ». Nous sommes le pays au monde qui a le plus de collectivités locales et donc les plus petites. Des milliers d'entre elles n'ont pas 1000 âmes.

Le vice sert à justifier le vice.

En vérité la France ne devrait pas avoir plus de 6.000 collectivités locales pour être efficace et aux ratios habituels. Mais, comme le rappelle opportunément le Canard enchaîné de la même semaine, les regroupements de communes ont été souvent l'occasion de multiplier les postes de fonctionnaires et d'élus rémunérés au lieu de les réduire, avec dans des villes moyennes comme Rouen des dizaines de vice-présidents grassement défrayés, équipés, transportés et aérés dans des voyages d'études sympathiques, et dont la plupart cumule leur fonction avec des présidences de sociétés d'économie mixte.

On voit donc que s'est établi en France une espèce de complicité entre média, fonctionnaires et élus (de tous bords politiques) pour que rien ne change et que le maximum de parasites se servent sur la bête, indéfiniment, dans un « toujours plus » mortifère.

Casser cette connivence est une priorité nationale.

Alors que les présidentiables préparent leur programme, qu'ils se rappellent qu'il faut créer la règle d'or suivante pour les collectivités locales : pas de croissance des dépenses supérieures à la croissance générale. Toute exception, dans le cadre d'une enveloppe nationale maximale, devra être votée par le parlement, dont les députés devront être empêchés naturellement de cumuler emplois nationaux, régionaux et locaux.

Même si ce sont les dépenses de sécurité sociale qui, nationalement, poussent le plus aux déficits et aux dérives de l'endettement, nos bobos soixante-huitards reportant sur les générations futures le paiement de leurs bobos, il n'y a aucune raison de laisser le champ libre aux excès démagogiques ou simplement délirants des collectivités locales ou territoriales.

Sylvain Dieudonné